



## **ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK** **Deuxième session, 60<sup>e</sup> législature**

---

---

**FEUILLETON ET AVIS – Jour de séance 18**  
**le mercredi 7 décembre 2022**

---

---

### **AFFAIRES COURANTES**

Prière  
Présentation d'invités  
Déclarations de condoléances et de félicitations  
Déclarations de députés  
Questions orales (30 minutes)  
Dépôt de documents  
Déclarations de ministres  
Présentation des pétitions  
Réponses aux pétitions et aux questions écrites  
Présentation des rapports de comités  
Dépôt de projets de loi  
Avis de motion  
Avis d'affaires émanant de l'opposition  
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre  
Votes par appel nominal différés  
Affaires du jour

---

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

## PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

### PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA TROISIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

- 3, *Loi concernant les établissements chirurgicaux*. L'hon. M. Fitch.
- 10, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*. L'hon. M. Steeves.
- 11, *Loi concernant l'hygiène et la sécurité des pêcheurs*. L'hon. M. Holder.
- 12, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi*. L'hon. M. Holder.
- 13, *Loi modifiant la Loi sur les licences de brocanteurs*. L'hon. M. Austin.
- 15, *Loi concernant la fixation des prix des produits pétroliers*. L'hon. M. Holland.
- 19, *Loi sur l'accès des fiduciaires aux biens numériques*. L'hon. M. Flemming, c.r.
- 20, *Loi sur la prise de décision accompagnée et la représentation*. L'hon. M. Flemming, c.r.
- 21, *Loi modifiant la Loi créant le Conseil du Nouveau-Brunswick en matière de santé*.  
L'hon. M. Fitch.

### PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

#### *Projets de loi dont la deuxième lecture est ordonnée*

#### *Débats ajournés*

- 25, *Loi concernant la location de locaux d'habitation*. L'hon. M<sup>me</sup> Green.

### COMITÉ PERMANENT DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

- 16, *Loi n° 2 de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale*. L'hon. M. Allain.
- 18, *Loi modifiant la Loi sur le Musée du Nouveau-Brunswick*. L'hon. M<sup>me</sup> Scott-Wallace.
- 22, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille*. L'hon. M<sup>me</sup> Shephard.
- 23, *Loi modifiant la Loi relative aux relations de travail dans les services publics*. L'hon. M. Holder

### COMITÉ PERMANENT DE MODIFICATION DES LOIS

- 24, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales*. L'hon. M<sup>me</sup> Green.

### COMITÉ DES SUBSIDES

Budget de capital, 2023-2024

Budget supplémentaire, Volume 1, 2022-2023

### PROJETS DE LOI DEVANT RECEVOIR LA SANCTION ROYALE

- 2, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier*. L'hon. M. Steeves.
- 4, *Loi modifiant la Loi sur les travaux publics*. L'hon. M. Carr.
- 5, *Loi sur les personnes disparues*. L'hon. M. Austin.
- 6, *Loi concernant la Loi sur les procurations durables et la Loi sur les testaments*.  
L'hon. M. Flemming, c.r.

- 7, *Loi sur la durabilité des terrains boisés privés*. L'hon. M. Holland.  
 8, *Loi modifiant la Loi électorale*. M. McKee.  
 9, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier*. L'hon. M. Steeves.  
 14, *Loi concernant la Loi sur l'évaluation*. L'hon. M<sup>me</sup> Green.  
 17, *Loi sur la communication de renseignements aux fins de protection contre la violence entre partenaires intimes*. L'hon. M. Austin.

## **MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

### ***Motions réglées***

**Motion 5 — L'hon. M. G. Savoie.** Adoption de la motion le 28 octobre 2022.

**Motion 15 — L'hon. M. Steeves.** Débat sur la motion le 6 décembre 2022 ; adoption de la motion le 6 décembre 2022.

## **MOTIONS DES DÉPUTÉS DU PARTI MINISTÉRIEL**

**Motion 18 — M. Ames**, appuyé par M<sup>me</sup> Bockus, proposera, le vendredi 9 décembre 2022, la résolution suivante :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et après l'adoption de la présente motion, 12 heures soient imparties aux délibérations à toutes les étapes de l'étude des projets de loi 16, 18, 22, 23, 24 et 25 rétroactivement au 6 décembre 2022, et que, à l'expiration du délai de 12 heures, sauf conclusion antérieure de l'étude, le président de la Chambre ou du Comité permanent de la politique économique, selon le cas, interrompe les délibérations et procède à chaque mise aux voix nécessaire pour donner suite aux ordres portant deuxième lecture, étude en comité et rapport à la Chambre ainsi que troisième lecture et adoption de ces projets de loi et qu'il soit permis, au besoin, que ces projets de loi franchissent plus d'une étape le jour même ;

que, nonobstant l'expiration du délai de 12 heures, 20 minutes soient imparties, au besoin, à l'étude de ces projets de loi en comité, sur demande du leader parlementaire du gouvernement.

## **AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION**

### **DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION**

26, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles*. M. Arseneau.

27, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi*. M. Coon.

## **MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION**

### ***Motions pouvant faire l'objet d'un débat***

**Motion 3 — M<sup>me</sup> Landry**, appuyée par M. Bourque, proposera, le jeudi 3 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu que, en raison des perturbations scolaires causées par la COVID-19 au cours des deux dernières années, de nombreux parents s'inquiètent du fait que leurs enfants ont pris du retard dans leurs études et leur apprentissage ;

attendu que les deux dernières années ont été stressantes pour les enseignants et les élèves ;  
attendu qu'il existe une incertitude quant à la possibilité de nouvelles perturbations de l'enseignement si d'autres éclosions importantes de la COVID-19 se produisent à l'avenir ;  
attendu qu'il est nécessaire de s'assurer que les élèves du Nouveau-Brunswick ne prennent pas de retard sur le plan éducatif en raison des perturbations de l'apprentissage ;  
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à évaluer l'incidence des perturbations de l'apprentissage sur l'éducation, à présenter un plan complet et détaillé pour aborder le « rattrapage » en matière d'éducation et à prévoir des ressources suffisantes pour le mettre en oeuvre  
et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à élaborer un plan pour faire face à toute future perturbation de l'apprentissage afin que les élèves ne soient pas désavantagés sur le plan éducatif si cela se reproduit.

***[Débat interrompu faute de temps]***

**Motion 4 — M. Coon**, appuyé par M<sup>me</sup> Mitton, proposera, le jeudi 3 novembre 2022, la résolution suivante :

que l'Assemblée législative reconnaisse que la fracturation hydraulique et la combustion du gaz naturel libèrent des gaz dans l'air, principalement du dioxyde de carbone et du méthane, ce qui aggrave la crise climatique.

**Motion 6 — M. K. Chiasson**, appuyé par M. LePage, proposera, le jeudi 10 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement a annulé le Programme des droits de scolarité gratuits et le Programme d'allègement des droits de scolarité pour la classe moyenne, qui permettaient à de nombreux étudiants de s'inscrire dans un établissement postsecondaire ;  
attendu que la province a décidé d'annuler le programme Connexion NB-AE, qui aidait les étudiants à payer leur nourriture et leur logement pendant qu'ils poursuivaient leurs études ;  
attendu que le programme présenté par le gouvernement pour l'allègement des intérêts sur la portion provinciale des prêts étudiants ne favorise pas l'accès à l'éducation postsecondaire ;  
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter un programme d'aide complet pour appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire.

**Motion 9 — M. Coon**, appuyé par M<sup>me</sup> Mitton, proposera, le jeudi 24 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick ont de la difficulté à composer avec une crise grandissante liée à l'abordabilité, pendant laquelle le prix de biens essentiels, notamment le logement, les provisions, le mazout et l'essence, a monté en flèche ;  
attendu que, au cours des neuf premiers mois de 2022, la Compagnie Pétrolière Impériale, CNR, Cenovus et Suncor ont annoncé des profits combinés de près de 30 milliards de dollars, soit le triple de leurs profits enregistrés au cours de la même période en 2021 ;  
attendu que, selon Bloomberg, la valeur nette patrimoniale d'Arthur Irving, président du conseil d'administration de Irving Oil, a augmenté de 1,16 milliard de dollars en 2022 ;  
attendu que, tandis que les profits des compagnies pétrolières et gazières augmentent de façon exponentielle, la population paie le prix fort pour faire le plein d'essence et de mazout ;  
attendu que, en réaction à la crise, d'autres pays, notamment des pays de l'Union européenne et le Royaume-Uni, ont instauré le prélèvement d'impôts sur les bénéficiaires exceptionnels, tandis que les États-Unis envisagent de le faire ;

attendu que, en septembre, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé les dirigeants mondiaux à imposer l'industrie des combustibles fossiles, qui « profite de centaines de milliards de dollars de subventions et de bénéfices exceptionnels, alors que le budget des ménages se réduit et que notre planète brûle » ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le premier ministre provincial à demander au premier ministre du pays d'établir un impôt sur les bénéfices exceptionnels des pétrolières au Canada, dont les recettes seraient redonnées aux gens du Canada qui en ont le plus besoin.

**Motion 10 — M<sup>me</sup> Thériault**, appuyée par M. Mallet, proposera, le jeudi 24 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu qu'il n'y a pas au Nouveau-Brunswick de calendrier parlementaire fixe des jours de séance ;

attendu qu'un calendrier parlementaire fixe présente de nombreux avantages pour la population et les parlementaires, notamment en ce qui concerne la prévisibilité, la planification logistique et une Assemblée législative plus favorable à la vie de famille ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative ordonne au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'examiner les options relatives à un calendrier parlementaire fixe et de présenter des recommandations à l'Assemblée législative dans un délai de deux mois.

**Motion 11 — M. McKee**, appuyé par M. Bourque, proposera, le jeudi 24 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu que, dans la province, de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick s'inquiètent de leur difficulté et de celle des membres de leur famille à obtenir des services de santé cruciaux en temps opportun ;

attendu qu'il est largement reconnu qu'une grave pénurie de professionnels de la santé et de travailleurs de soutien en santé a plongé le système de santé du Nouveau-Brunswick dans une situation de crise ;

attendu que le défi doit être considéré comme une priorité absolue à laquelle nous devons nous attaquer sans tarder ;

attendu que de nombreux travailleurs de la santé de première ligne et organismes professionnels de la santé ont offert leurs idées et leurs conseils sur la meilleure façon de relever les défis dans notre système de santé ;

attendu qu'il est dans l'intérêt de tous de tenir compte des conseils et d'aller de l'avant avec un plan d'action exhaustif en matière de santé ;

attendu que la chef libérale, Susan Holt, a présenté un plan pour améliorer la prestation des soins de santé et s'attaquer à notre crise dans ce domaine ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à prendre les mesures suivantes :

1. relever les défis qui ont mené à la réduction et à la fermeture des services d'urgences par l'établissement de centres de soins multidisciplinaires dotés d'une équipe mixte de professionnels de la santé, fournir des fonds supplémentaires pour les soins communautaires après les heures de travail et pour la formation et le recrutement de professionnels paramédicaux,
2. traiter les travailleurs de la santé avec respect, offrir des salaires compétitifs, créer des incitatifs pour le maintien en poste et l'attraction des professionnels de la santé et assurer un milieu de travail positif qui tient compte de l'équilibre travail-vie personnelle,

3. élaborer une stratégie de recrutement énergique et ciblée qui vise les nouveaux diplômés et leur promet un emploi permanent à temps plein, offrir un allègement ciblé des frais de scolarité et des incitatifs à la formation pour les personnes qui commencent un programme d'études visant à combler les pénuries de main-d'oeuvre dans le secteur de la santé,
4. collaborer avec les établissements de formation postsecondaire et les associations professionnelles pour offrir de meilleures possibilités de formation et des programmes de recrutement efficaces,
5. travailler en tandem avec les collectivités à des stratégies et à des programmes de recrutement dans le domaine de la santé,
6. créer un bureau de recrutement du personnel de santé axé sur les résultats, ayant une orientation précise et des objectifs ciblés et assurant une reddition de comptes.

**Amendement proposé par l'hon. M. Fitch, appuyé par l'hon. M. Crossman :**  
**que la motion 11 soit amendée par la suppression, dans le paragraphe de la résolution, des mots « exhorte le gouvernement à prendre » et leur remplacement par « souligne que le gouvernement et les régies régionales de la santé ont pris ».**  
**[Débat interrompu faute de temps]**

**Motion 12 — M<sup>me</sup> Thériault**, appuyée par M. Gauvin, proposera, le jeudi 24 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu que les commissaires nommés pour entreprendre une révision de la *Loi sur les langues officielles* ont présenté leur rapport au premier ministre le 21 décembre 2021 ;

attendu que, en dépit des demandes faites par l'opposition officielle en avril 2021 et la commissaire aux langues officielles en juin 2021 pour que le premier ministre réponde au rapport, celui-ci ne l'a pas fait ;

attendu que, le 15 novembre 2022, soit près d'un an après le dépôt du rapport, le premier ministre n'y avait toujours pas répondu ;

attendu qu'il a récemment été révélé que le premier ministre avait secrètement nommé l'ancien chef du parti de l'Alliance des gens, un parti anti-bilinguisme, à un comité interne chargé d'examiner la révision de la *Loi sur les langues officielles* ;

attendu que les opinions et les préjugés de l'ancien chef de l'Alliance des gens sont bien connus, à savoir il a demandé l'élimination du poste de commissaire aux langues officielles, demandé la fusion des deux régies de santé, suggéré que les exigences en matière de compétence linguistique dans la fonction publique soient réduites, demandé l'élimination du programme d'immersion en français et exprimé de nombreuses autres opinions contraires à l'esprit et à l'objet de la *Loi sur les langues officielles* ;

attendu que le premier ministre a également exprimé son appui relativement à des politiques qui mineraient la nature du bilinguisme et éroderaient les protections actuellement prévues par la *Loi sur les langues officielles* ;

attendu que l'on craint de plus en plus que le premier ministre et son gouvernement ne prennent bientôt des mesures qui menacent la protection des droits des minorités linguistiques et nuisent à notre statut de seule province officiellement bilingue du Canada ;

attendu qu'il y a une condamnation généralisée des actions du premier ministre quant à la nomination du député de Fredericton-Grand Lake au comité interne du gouvernement chargé de décider s'il y a lieu de modifier la *Loi sur les langues officielles*, à l'annonce de son intention d'éliminer le programme d'immersion en français sans données pour appuyer sa décision et aux autres changements envisagés qui concernent les langues officielles et constitueraient un recul pour la province ;

attendu que les parlementaires devraient avoir l'occasion de discuter de l'importance de la *Loi sur les langues officielles* et des dangers de prendre des mesures pour la miner et de mettre en oeuvre des politiques qui en feraient autant ;  
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à fournir immédiatement une réponse au rapport sur la révision de la *Loi sur les langues officielles* et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à ne proposer aucun changement qui diminuerait les droits et les protections accordés aux gens du Nouveau-Brunswick en vertu de la *Loi sur les langues officielles*.

**Motion 13 — M. LePage**, appuyé par M. C. Chiasson, proposera, le jeudi 24 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu que la *Loi sur les langues officielles* a été adoptée au Nouveau-Brunswick en 1969, avant même que le Canada n'ait adopté une loi sur les langues officielles ;  
 attendu que le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue au Canada ;  
 attendu que la Chambre des communes et le Sénat du Canada ont tous deux un comité permanent des langues officielles ;  
 attendu que la *Loi sur les langues officielles* du Nouveau-Brunswick contient une exigence selon laquelle elle doit être révisée tous les 10 ans ;  
 attendu que le gouvernement a reçu le Rapport de la Révision 2021 de la *Loi sur les langues officielles* du Nouveau-Brunswick ;  
 attendu que l'opposition officielle accepte toutes les recommandations formulées dans le rapport des commissaires ;  
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à établir un ministère des langues officielles.

**Motion 14 — M. C. Chiasson**, appuyé par M. LeBlanc, proposera, le jeudi 24 novembre 2022, la résolution suivante :

attendu que chaque parlementaire à l'Assemblée législative devrait avoir la possibilité de participer pleinement aux travaux de l'Assemblée législative ;  
 attendu que les organes parlementaires, y compris l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, se sont adaptés à la réalité de la pandémie de COVID-19 et ont modifié les règles de participation des parlementaires aux travaux parlementaires et législatifs et ont adopté l'utilisation de technologies permettant la participation virtuelle ;  
 attendu que, une fois l'arrêté d'urgence levé, l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a éliminé la possibilité pour les parlementaires de participer aux travaux de l'Assemblée législative au moyen de technologies virtuelles ;  
 attendu que, dans certaines circonstances, il y a de nombreuses raisons impérieuses de permettre la participation à distance au moyen de technologies, notamment en raison des risques liés aux déplacements sur de longues distances par mauvais temps, de la maladie et des difficultés avec lesquelles sont aux prises des mères ayant un nouveau-né et des principaux fournisseurs de soins ayant des enfants qui ont besoin de services de garderie, lesquels ne sont peut-être pas disponibles à l'extérieur du foyer familial ;  
 attendu que les femmes sont sous-représentées en politique et que le manque d'options pour participer aux travaux de l'Assemblée législative, notamment par voie virtuelle, peut constituer un obstacle à cet égard et décourager les femmes de se porter candidates à l'Assemblée législative, laquelle n'est pas considérée comme une institution « favorable à la famille » ;  
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative ordonne au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'envisager de proposer

des modifications du Règlement qui permettraient la participation aux travaux de l'Assemblée législative au moyen de technologies virtuelles et de présenter à l'Assemblée législative dans un délai de deux mois un rapport assorti de recommandations sur les modifications.

**Motion 17 — M. Coon**, appuyé par M. Arseneau, proposera, le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2022, la résolution suivante :

attendu que l'organisme sans but lucratif Canadians for Tax Fairness a constaté que, alors que des gens du Canada croulaient sous le poids de l'augmentation du coût de la vie, 123 des plus grandes sociétés du Canada ont évité en 2021 de payer 30 milliards de dollars en impôts ;

attendu que, en 2016, selon la base de données de Statistique Canada intitulée Liens de parenté entre sociétés, les compagnies Irving au Nouveau-Brunswick étaient détenues par huit sociétés de portefeuille extraterritoriales situées aux Bermudes, un paradis fiscal notoire où le taux d'imposition sur le revenu des sociétés est de 0 % ;

attendu que, selon les « Paradise Papers », des documents examinés par CBC News et Radio-Canada qui avaient fait l'objet d'une fuite, la famille Irving avait créé à l'étranger au moins cinq sociétés de portefeuille précédemment inconnues, qui n'ont jamais figuré dans la base de données fédérale de Statistique Canada et, pendant plus de quatre décennies, ont permis à la famille de transférer du Canada au paradis fiscal aux Bermudes des millions de dollars en profits ;

attendu que la famille Irving continue à éviter de payer des impôts au Nouveau-Brunswick même si ses compagnies obtiennent annuellement beaucoup de subventions et de subsides des gouvernements provincial et fédéral ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick essuie des pertes de millions de dollars en recettes fiscales lorsque des compagnies ont recours à l'évitement fiscal et à l'évasion fiscale à l'étranger ;

attendu que, en avril 2019, le ministre des Finances et du Conseil du Trésor a répondu, à l'Assemblée législative, qu'il ne savait pas combien de recettes fiscales sont perdues en raison des paradis fiscaux situés aux Bermudes auxquels ont recours les Irving et qu'il n'a pas été en mesure de fournir une liste des entreprises se servant de paradis fiscaux ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à interdire l'octroi de toute aide financière aux compagnies qui sont réputées avoir recours aux paradis fiscaux afin d'éviter de payer de l'impôt sur le revenu au Nouveau-Brunswick ou au Canada et que l'Assemblée législative constitue un nouveau comité permanent ayant comme mandat de convoquer des témoins et de demander la production de documents et de dossiers en vue d'enquêter sur les compagnies qui évitent ou éludent le paiement d'impôts au Nouveau-Brunswick.

### ***Motions réglées***

**Motion 1 — M<sup>me</sup> Landry**. Débat sur la motion le 3 novembre 2022 ; rejet de la motion le 3 novembre 2022.

**Motion 2 — M. Bourque**. Débat sur la motion le 24 novembre 2022 ; rejet de la motion le 24 novembre 2022.

**Motion 7 — M. Legacy**. Débat sur la motion le 17 novembre 2022 ; rejet de la motion le 17 novembre 2022.

**Motion 8 — M. Coon**. Retrait de la motion le 17 novembre 2022.

**Motion 16 — M. Coon**. Retrait de la motion le 24 novembre 2022.



## PÉTITIONS

- 1, M. LeBlanc — présentée le 28 octobre 2022. (Réponse, le 16 novembre 2022)
- 2, M. Coon — présentée le 1<sup>er</sup> novembre 2022.
- 3, M. Arseneau — présentée le 2 novembre 2022.
- 4, M. Arseneault — présentée le 3 novembre 2022.
- 5, M<sup>me</sup> Mitton — présentée le 3 novembre 2022.
- 6, M. LePage — présentée le 3 novembre 2022.
- 7, M<sup>me</sup> Mitton — présentée le 15 novembre 2022.
- 8, M. Arseneau — présentée le 15 novembre 2022. (Réponse, le 5 décembre 2022)
- 9, M. Coon — présentée le 16 novembre 2022.

## RAPPORTS DE COMITÉS

Comité permanent de la politique économique

- premier rapport déposé le 15 novembre 2022.
- deuxième rapport déposé le 23 novembre 2022.
- troisième rapport déposé le 24 novembre 2022.
- quatrième rapport déposé le 6 décembre 2022.

## RAPPORTS/DOCUMENTS

### *Dépôt à la Chambre*

Budget de capital, 2023-2024

- transmis par message de S.H. la lieutenant-gouverneure et déposé par l'hon. M. Steeves, le 6 décembre 2022.

Budget supplémentaire, Volume 1, 2022-2023

- transmis par message de S.H. la lieutenant-gouverneure et déposé par l'hon. M. Steeves, le 6 décembre 2022.

### *Dépôt au bureau du greffier*

Rapport annuel 2021-2022, ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux

- déposé le 5 décembre 2022.

Budget de capital pour 2023-2024, l'hon. Ernie L. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, Province du Nouveau-Brunswick (discours)

- déposé le 6 décembre 2022.

Rapport annuel 2021-2022, ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches

- déposé le 6 décembre 2022.

Rapport annuel 2021-2022, ministère des Transports et de l'Infrastructure

- déposé le 6 décembre 2022.

Rapport annuel 2021-2022, ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie

— déposé le 6 décembre 2022.

**QUESTIONS ÉCRITES (Voir annexe A)**

Shayne Davies,  
greffier de l'Assemblée législative

**ANNEXE A**

**QUESTIONS ÉCRITES**

**Question 1 de M<sup>me</sup> Mitton**

**(Réponse, le 5 décembre 2022)**